

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

David Ottosen

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Un traitement plus rapide des demandes de visa d'immigrant. Une loi fédérale encourageant les transactions en ligne, y compris la légalisation et l'imposition du poker en ligne.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

La simplification des méthodes de perception des impôts : les formules fiscales actuelles sont incroyablement complexes lorsqu'il s'agit d'une déclaration autre qu'une déclaration de base d'un particulier. Examen et légalisation des diverses formes de commerce par Internet; ce n'est pas simplement en envoyant de l'argent à droite et à gauche au sein du Canada que l'on améliorera le fonctionnement de l'économie canadienne; le meilleur moyen d'y parvenir consiste à importer des fonds au Canada en exploitant l'offre de capitaux sur les marchés mondiaux. Un traitement plus rapide des procédures d'immigration afin d'admettre les travailleurs qualifiés et de leur permettre de créer des entreprises.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Donner une formation publique sur la valeur des écoles de métier et cesser de mettre l'accent sur l'importance des programmes universitaires ne comportant aucune application pratique. Mettre en œuvre une année sabbatique (une année entre l'école secondaire et l'université) comme celle du Royaume-Uni pour permettre aux personnes de se colleter avec le monde réel avant d'envisager d'entreprendre des études sur la poésie latine ancienne. Améliorer le financement des programmes d'études secondaires qui expliquent aux jeunes ce qu'il leur faut pour réussir dans le monde.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Le Canada ne peut pas soutenir la concurrence des pays du tiers monde dans la production à forte intensité de main-d'œuvre et ne devrait pas essayer de le faire. Le Canada doit se concentrer soit sur les emplois de haute technologie ou de recherche et développement, soit sur les secteurs de services et de

métiers spécialisés. Personne au Canada ne devrait espérer faire une carrière dans l'assemblage des pièces ou dans un domaine semblable.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Ceux qui éprouvent les plus grandes difficultés sont les étudiants universitaires qui viennent d'obtenir leur diplôme et qui n'ont pas réfléchi sérieusement aux choix qu'ils ont faits à l'université : ils sont maintenant criblés de dettes et dépourvus de compétences professionnelles. En outre, presque tous ceux qui sont lourdement endettés se heurtent à de graves difficultés; il devrait y avoir de meilleures dispositions législatives concernant les taux d'intérêt que peuvent exiger les sociétés de cartes de crédit et une meilleure formation financière pour les personnes lourdement endettées.